

Interview de Samir Amin
« Libéralisme et chaos »

Q. Avez-vous été surpris par la crise déclenchée par les subprimes ?

Pas du tout. La raison de cette la crise ne sont nullement les subprimes, ni, en ce qui concerne la France, l'affaire de la Société générale qui sont des incidents de parcours, des erreurs de gestion financière, associés sans doute à des escroqueries, mais ne sont pas la cause de l'effondrement, en perspective, du volet financier du système capitaliste contemporain. Cette crise était attendue, et pour ma part je l'avais prévue en 1991, au début même de la mise en place du système de la mondialisation néo-libérale, en qualifiant ce système d'intenable, de non viable, car entièrement soumis au diktat du capital.

Au défaut de reculer sous les coups de classes travailleuses et les peuples, il s'effondre de lui-même ; le système est entré dans la phase de sa crise systémique par l'effet de ses contradictions internes propres, provoquant ce début d'effondrement de son pan financier – le talon d'Achille du libéralisme. L'option n'est donc pas « libéralisme ou chaos » comme le proclament les discours dominants, mais libéralisme et chaos, ou une alternative authentique populaire, sociale et démocratique.

Q Pourquoi les tenants du capital n'ont-ils pas su l'éviter ?

Le capitalisme est un système qui ne fonctionne, sur un temps relativement long, que lorsque ses adversaires – à travers les luttes sociales - imposent des limites à ses appétits. Marx l'avait parfaitement analysé : la recherche du profit maximal, loi fondamentale du capital, entraîne une répartition du revenu de plus en plus inégale. Cela est inhérent à la loi de l'accumulation capitaliste.

Q. La faiblesses des luttes sociales a laissé le capital agir débridé ?

Comme l'histoire du siècle dernier le démontre, les luttes sociales avaient contraint le capital à des nombreuses concessions. Tel l'établissement en Occident du *welfare state*, du socialisme (réellement existant) dans les pays de l'Est, ou le front constitué à Bandung, pour la mise en œuvre de projets nationaux-populaires dans le sud. Ce sont ces facteurs qui ont créé les conditions d'une croissance et d'une reproduction sociale soutenue. C'est-à-dire que la base productive du système s'élargissait et était accompagnée par une augmentation de la demande et de la consommation.

Les 30 glorieuses de l'Occident, ont fait baisser le chômage et assuré une répartition stable du revenu pendant une quarantaine d'années : la part des salaires dans les pays capitalistes pendant cette période était autour de 60% du PIB et celle des profits d'environ 20-30%, le reste étant investi.

Or, l'érosion puis l'effondrement du *welfare state* en Occident, des systèmes socialistes à l'Est, des projets de Bandoung ont créé un fort déséquilibre en défaveur des classes travailleuses et des peuples périphériques et a nourri l'illusion pour le capital qu'il entrerait dans une phase où il pourrait s'assurer la croissance indéfinie des taux de profits.

Q. L'effondrement est-il un processus irréversible ?

Il est irréversible, même s'il peut être retardé par des manoeuvres comme celle que tente la *Federal reserve* américaine et sur lesquels s'aligne la Banque européenne. Mais ce ne sera pas suffisant.

Q. Comment la survalorisation du capital se met-elle en place ?

Quand la valeur du capital, à la bourse notamment, est en croissance permanente, ce qui est nécessaire pour rémunérer de mieux en mieux les actionnaires, la part du travail (la rémunération des travailleurs) est en régression permanente. Il y a donc un surplus de profit qui ne peut pas être investi car il n'y a pas de demande en croissance suffisante (à cause de la baisse du pouvoir d'achat). Où vont ces profits ? Ils alimentent cette survalorisation du capital, c'est la fuite en avant. Mais elle ne peut pas durer éternellement : un accident de parcours ou des accidents comme les subprimes, ou d'autres analogues, entraînent une dévalorisation du capital. Nous sommes entrés dans une phase qui exige une dévalorisation massive du capital.

Q. Concrètement ?

Les actions ne peuvent que baisser. Mais ce système est encore plus pervers car il se fonde sur la privatisation des profits et la ... socialisation des pertes ! Tant que la fuite en avant permettait l'augmentation du taux des profits, on disait que c'était le droit sacro-saints du privé qui investit, etc. Mais maintenant que la crise est amorcée, on essaye de faire porter le poids des pertes aux travailleurs et aux pays les plus vulnérables dans le système mondial. Déjà, l'inflation, encore modeste, mais plus élevée que dans les années précédentes, entraîne une réduction de la valeur réelle du travail.

D'autre part, la dévalorisation du capital, après des chutes en bourse, va frapper le fond des pensions, dont le principe était de se substituer aux paiements des retraites par répartition budgétisés annuellement, et les remplacer par des épargnants solidaires du capital, à travers les fonds de pensions. Le résultat est que dans les pays comme les Etats-Unis et la Grande Bretagne, où les fonds de pensions sont importants, les pensions vont baisser. En Europe, en France et Allemagne, par exemple, où les fonds de pensions occupent une place mineure dans le système général des retraite, bien qu'en croissance depuis une vingtaine

d'années, ce sera moins sensible. Néanmoins, ce sont les fonds de pension américains qui sont les plus gros investisseurs dans le capital financier en France puisqu'ils détiennent 40% du CAC 40. Et ils sont aujourd'hui perdants.

Enfin, les banques centrales ne vont pas permettre la faillite, au sens juridique du terme, de grandes banques. Elles vont venir à leur rescousse en faisant payer les citoyens à travers une imposition directe ou indirecte, le cadeau fait aux banques pour leur éviter leur faillite. L'argument est bien sûr celui de dire que l'objectif est d'éviter la panique, que les déposants – privés ou entreprises – seraient les perdants, avec des conséquences dangereuses socialement et politiquement.

Sur le plan international, on s'attaquera aux pays les plus vulnérables. On a par exemple entendu le président Sarkozy s'attaquer aux fonds souverains chinois ou arabes (qui ne possèdent pas 40% du CAC 40) mais ne rien dire sur les fonds de pensions américains.

Q. Rentrons-nous dans une période de chaos politique ?

Oui, une phase où vont s'accroître les luttes sociales et politiques aux échelons nationaux et internationaux. Mais on ne peut prévoir quelle sera la réponse de chaque pays. La crise de 1929 a donné le Front populaire en France, le New Deal aux Etats-Unis, mais aussi le nazisme en Allemagne.

D'autre part la volonté du capital de faire payer une partie de ses pertes aux partenaires les plus vulnérables du système mondial, va provoquer une déstabilisation de certains de ces pays. Je pense en particulier aux pays arabes et pétroliers qui sont extrêmement vulnérables, pauvres ou riches qu'ils soient.

L'Europe n'y échappera pas. Le système européen fonctionne relativement bien quand il n'y a pas de secousses, même si la croissance est modeste. Mais à partir du moment où il y a crise, l'Europe ne pourra pas gérer la réponse de façon consensuelle. L'Europe est un ensemble hétérogène, les batailles sociales ne se feront pas à l'échelle européenne, et les réponses à ces luttes seront nationales. La gestion de l'euro sera un casse-tête. Aujourd'hui la Banque européenne se contente d'ajuster sa politique sur celle de la Réserve Fédérale américaine, mais ce sera bientôt insuffisant. Ce qui est très inquiétant dans cette crise est que les forces populaires, la gauche au sens large, ne se sont pas préparées. Le discours néo-libéral a bénéficié pendant longtemps d'une forte dose de crédibilité, et même si il a du plomb dans l'aile il n'est pas abandonné ni par les opinions publiques, dans une large mesure, ni surtout par les classes dirigeantes. Dans ce chaos politique une alternative de gauche authentique constitue la seule solution acceptable. Sommes nous sur la voie de sa cristallisation ? Je voudrais l'espérer.

Q Une partie des fonds souverains s'est également évaporée à la suite de cette crise.

Dans ce contexte, il faut surtout considérer les fonds souverains chinois qui sont les plus conséquents. Mais la Chine a une stratégie différente de la plupart des fonds souverains, arabes par exemple. Elle veut profiter de sa participation au système économique mondial, pas seulement pour devenir un exportateur de plus en plus compétitif, mais également pour s'associer au grand capital international, acheter des entreprises, faire ce que l'Indien Mittal a fait dans l'aciérie, avec la différence que les Chinois préfèrent que ce soit l'Etat à agir ainsi et non pas des capitalistes privés nationaux.

La Chine a pris des parts dans le capital du groupe Citybank, un des plus grands groupes américains. C'est une stratégie que l'on peut contester, car elle renforce la collusion entre les intérêts de la classe dirigeante chinoise avec celle du monde capitaliste développé.

La Chine ne craint pas la chute des bourses, même si dans le cas de celle de Shangai une petite fraction des classes moyennes chinoises a perdu de l'argent. En Chine, la bourse est insignifiante par rapport au volume du capital investi. Ce n'est pas du tout le même rapport qu'en Occident où la bourse est au cœur du système. Enfin, en cas de crise majeure, la Chine ne serait pas particulièrement vulnérable tout simplement car elle a des moyens de rétorsion. Ce qui n'est pas le cas de la plupart des fonds souverains arabes, tels Dubaï ou le Kuwait.

Q. Ces derniers sont des comptoirs...

Oui, mais même Singapour est un comptoir, cependant il participe aussi à la production de services et à celle de la haute technologie, ce qui n'est pas le cas de Dubaï qui n'est qu'une succursale du centre capitaliste.

Q. La Russie fait-elle partie intégrante du système?

Avec Poutine il y a eu restauration du pouvoir d'Etat et la Russie a également d'importants moyens de rétorsion. Elle reste une puissance militaire non négligeable, un exportateur de pétrole et de gaz de première importance et un grand marché.

Les victimes désignées sont, à terme, les pays pauvres qui sont pour le moment épargnés. Mais ils ne pourront pas empêcher la dévalorisation des matières premières, échapper à la pression du centre capitaliste.

Q. Dans L'Empire du Chaos, vous aviez écrit au début de la décennie quatre-vingt-dix, après la première guerre d Golfe, que nous entrons dans une période de guerres, car la logique du système imposait la domination du monde par la force...

Oui, car en abandonnant le consensus national autour du système de répartition stable des revenus, la politique néo-libérale ne pouvait fonctionner que grâce à une répression accrue, des guerres ou la menace d'interventions militaires contre les pays les plus faibles. Venir à bout des résistances, réprimer toute forme de contestation sur le plan international.

Sur le plan interne, on a assisté à un recul de la démocratie. Elle est en train de devenir une caricature. La démocratie bourgeoise à l'époque du Welfare state était en même temps politique et sociale. Il y avait le vote libre et le multipartisme, bien sûr, mais aussi le partage du revenu garantissant une relative stabilité. C'est ce système qui donnait sa puissance et je dirais même son attrait, à la démocratie occidentale, car elle avait une dimension sociale.

A partir des années 90, la démocratie a été totalement déconnectée du social, elle a été réduite à son expression la plus formelle. Ce qui la prive désormais de crédibilité et de légitimité.

Pour tenir cela en place, il a fallu recourir à des moyens de répression grandissants, tel le Patriotic Act, aux Etats-Unis, une loi dont la portée ne doit pas être sous-estimée. La déconnection entre la démocratie politique et les problèmes sociaux s'est traduite par la criminalisation des luttes sociales et les résistances dans des formes explosives, telles les révoltes des banlieues en France.

Autrement dit, et contrairement à la thèse de la fin de l'histoire, la mondialisation néo-libérale n'a pas conduit, après la fin de la guerre froide, à la paix mondiale éternelle, au progrès de la démocratie, y compris dans les pays du sud. C'est tout le contraire : il y a de plus en plus de violence et de guerres et la nécessité pour le capital de rétrécir l'aire gérée par la démocratie politique et sociale.

Q. Est-ce que après l'effondrement de l'URSS et du bloc socialiste, les Etats-Unis auraient pu investir dans la relance du *welfare state* plutôt que de continuer à alimenter le complexe militaro-industriel, et donc la politique d'agressions militaires ?

L'option du *welfare state* à la suite de la 2^{ème} guerre mondiale n'a pas été choisie par le capital de bonne grâce. C'était le rapport de force de l'époque, c'est une conquête sociale. Le modèle soviétique avait un écho puissant en Occident, et le *welfare state* était son volet parallèle. Les deux devaient s'effondrer en même temps.

Quant à l'option militariste, elle était nécessaire à l'équilibre politique international et non pas seulement pour donner des profits à l'industrie de l'armement. Les Etats-Unis pensaient gagner les guerres qu'ils ont entreprises. Ils ne les ont pas gagnées, mais pas encore véritablement perdues non plus. J'analyse l'Irak comme un double échec. L'échec des Américains qui n'ont pas pu imposer un régime à leur solde qui leur permette à l'avenir de piller la

richesse pétrolière du pays, mais en même temps le peuple irakien n'a pas gagné car il n'a pas su créer jusqu'à ce jour un front uni de libération capable de refouler l'occupant américain.

End